



Cofinancé par  
l'Union Européenne



**SANTÉSUD**  
| GROUPE SOS |



# TERMES DE REFERENCE

## Un.e consultant.e formateur.ce.

### - Projet 3INAYA -

**Secteur d'activité** : violences basées sur le genre, égalité femme -homme.

**Type de contrat** : Prestation de service (consultance)

**Durée de la prestation** : 13 jours

**Zone d'intervention** : MAROC régions de Rabat-Salé-Kénitra ; Casablanca-Settat ; Béni-Mellal-Khénifra .

Clôture le 22 mai 2023 à 23h59 (heure du Maroc)

#### 1. Contexte et justification

##### 1.1. Le projet « Action concertée pour le respect des droits en santé sexuelle et reproductive et l'égalité femmes-hommes »

###### 1.1.1. Contexte de mise en œuvre



Cofinancé par  
l'Union Européenne



Le projet « Action concertée pour le respect des droits en santé sexuelle et reproductive et l'égalité femmes-hommes », nommé "3Inaya", est mis en œuvre au Maroc dans 7 régions (Rabat-Salé-Kénitra, Casablanca-Settat, Béni Mellal-Khénifra, Marrakech-Safi, Tanger-Tétouan-Al Hoceïma, Drâa-Tafilalet, Oriental). En ciblant chaque niveau de l'environnement des femmes, l'action vise un changement de paradigme concernant la perception des femmes et le respect de leurs droits, dont en premier lieu le droit à la santé, incluant la lutte contre les discriminations et violences basées sur le genre.

L'action répond également aux besoins des populations du Maroc où, alors que 50,2% de la population est de sexe féminin (16,8 millions de femmes dont 27,2% ont moins de 15 ans), les discriminations et violences basées sur le genre sont nombreuses. L'Enquête nationale sur la violence à l'égard des femmes au Maroc montre que 57% des femmes ont subi au moins un acte de violence, surtout en milieu conjugal (52% des violences), que la violence touche davantage les moins instruites, les plus jeunes, les femmes sans activité professionnelle ou en situation de vulnérabilité (femmes migrantes). Les enfants sont aussi touchés : violence sexuelle chez les adolescentes recrutées comme domestiques, mariage de filles mineures, exploitation, prostitution. La COVID-19 a amplifié cette vulnérabilité : augmentation des VBG dues à la cohabitation, perte de revenus, augmentation des charges domestiques.

Les problèmes à traiter résultent d'insuffisances et de lacunes de mise en œuvre des décisions politiques en termes d'égalité et de carcans sociaux persistants tels que les stéréotypes socioculturels sexistes, encore très présents dans les médias, les manuels scolaires et les espaces de socialisation. Le pays manifeste des résistances à la criminalisation de toutes les violences faites aux filles et aux femmes (y compris le mariage des mineures et la situation des mères célibataires). Les violences conjugales sont perçues comme une affaire privée, ce qui place ces femmes dans une situation d'isolement. La grande majorité des actes de violence ne sont pas rapportés aux autorités, traduisant une culture d'acceptation de la violence, la méconnaissance des textes de lois et des services de protection disponibles, avec un besoin majeur en promotion des droits, dont le droit à la santé sexuelle et reproductive, et de sensibilisation à l'égalité femmes-hommes.

Au niveau des services de protection disponibles, des efforts considérables ont été menés par le ministère de la Santé, en particulier à travers la mise en place du Programme national de la Santé pour la prise en charge des femmes et enfants victimes de violence, ainsi que des unités intégrées de prise en charge des femmes et enfants victimes de violence (UIPEC-FEVV).

Malgré les efforts déployés, les services restent insuffisants pour couvrir les besoins et ne répondent pas aux normes de qualité requises : on y observe une stigmatisation importante des femmes et des survivant·es de VBG, avec de nombreux professionnels non formés à la santé sexuelle et aux droits des victimes. L'évaluation de la qualité de la prise en charge des Unités Intégrées de Prise en Charge des Femmes et Enfants Victimes de Violence (UIPEC-FEVV) des hôpitaux révèle une non-conformité aux standards de qualité de prise en charge qui fragilise les victimes, sans parcours global ni coordonné.

Pour renforcer les soins offerts, les constats issus des observations faites par le réseau Ligue des Droits des Femmes LDDF-INJAD contre la violence du genre via l'accompagnement des femmes sont univoques : besoins en stratégie, organisation, renforcement de capacités, approche par les droits, continuité des soins, coordination intra et extrahospitalière, communication et suivi évaluation. Si les OSC féministes ont structuré un réseau de cellules



Cofinancé par  
l'Union Européenne



d'écoute et de soutien, couplé à des actions de sensibilisation communautaire et de plaidoyer national, elles font toutefois face à l'augmentation des violences sur un territoire manquant de coordination plurisectorielle pour assurer aux survivant·es un parcours continu, global et coordonné.

### 1.1.2. Enjeux et objectifs du projet :

Objectif global : Contribuer au renforcement du respect des droits en santé sexuelle et reproductive (DSSR) ainsi qu'à l'égalité femmes-hommes, incluant la prévention des violences basées sur le genre (VBG) et la protection des survivantes.

Objectifs spécifiques :

1. Renforcer la qualité et la coordination des mécanismes de promotion des droits en santé sexuelle et reproductive (DSSR) et de sensibilisation à la culture de l'égalité.
2. Renforcer la qualité et la coordination des mécanismes de prévention des violences basées sur le genre.
3. Renforcer la qualité et la coordination des mécanismes de prise en charge des survivantes dans les régions de Beni Mellal-Khénifra, Rabat-Salé-Kénitra et Casablanca-Settat, avec un rayonnement national.

4.

### 5. 1..2 Organisations porteuses du projet

#### ➤ Le réseau LDDF-INJAD

Le Réseau LDDF-INJAD contre la violence de genre, co-demandeur du projet 3Inaya, est une association marocaine membre et structure de la Fédération des ligues des droits des femmes - un déterminant de son identité féminine. Le réseau est l'entité responsable de l'accueil et du soutien aux femmes victimes de violences. LDDF-INJAD est composé de centres d'écoute, de conseils juridiques et de soutien psychologique pour les femmes victimes de violence de genre, ainsi que du centre d'hébergement TILILA pour les femmes en situation de détresse. La mission du réseau LDDF-INJAD contre la violence de genre relève d'une vision stratégique ayant pour but d'allier l'expertise associative et militante en matière d'écoute, de conseil, d'hébergement, d'orientation juridique et de soutien psychologique au processus global mené par la FLDF pour la sensibilisation, la revendication, le plaidoyer et le lobbying contre la violence de genre et pour l'égalité entre les femmes et les hommes.

#### ➤ Santé Sud

Santé Sud est une ONG française de solidarité internationale qui agit pour le droit à la santé et à des soins de qualité pour toutes et tous. Ses projets sont mis en œuvre selon une approche fondée sur les droits et l'égalité de genre, avec une



Cofinancé par  
l'Union Européenne



**SANTÉSUD**  
| GROUPE SOS |



méthodologie de santé publique visant à promouvoir un continuum de soins de qualité permettant le bien-être physique, psychique et social des populations.

Dans le cadre de ses programmes, Santé Sud accompagne les initiatives des acteurs et actrices publics et associatifs afin de faciliter l'amélioration et/ou la mise en place de structures durables, appropriées aux ressources humaines, économiques et techniques, en agissant à partir de projets concertés qui laissent la maîtrise des choix aux acteurs et actrices locaux et locales.

Au Maroc, Santé Sud accompagne depuis 2013 la protection des plus vulnérables dans différentes régions. Ses interventions ont porté d'abord sur une meilleure insertion sociale et professionnelle des mères célibataires au Maghreb.

Santé Sud met actuellement en œuvre deux programmes au Maroc :

- Un programme de renforcement du système de santé dans la province de Boujdour
- Un programme de SSR et lutte contre les VBG : le projet 3Inaya, dont Santé Sud est cheffe de file.

## 2. Les différentes missions de l'expert.e formateur-ce

### 2.1 Objectifs de la prestation

L'objectif de cette prestation est d'assurer le renforcement des capacités de 60 enseignant·es, à travers une formation de formateurs en matière de promotion de la culture de l'égalité de genre, la lutte contre les violences basées sur le genre ainsi que le repérage et l'orientation des victimes dans les collèges et lycées des 3 régions cibles.

Les objectifs spécifiques sont les suivants :

- Co-construire le module de formation avec l'équipe LDDF-INJAD, Santé Sud et l'expert pédagogique recruté par Santé Sud ;
- Assurer l'animation de trois sessions de formation réparties sur les trois régions cibles du projet au profit de 60 enseignant·es ;
- Outiller les enseignant·es pour identifier et déconstruire les stéréotypes de genre, prévenir et identifier les violences liées au genre ainsi que référer les survivant·es ;
- Outiller les enseignant·es formé·es afin qu'ils·elles puissent à leur tour former leurs collègues, afin que l'école soit un espace d'accueil pour les activités communautaires, encourageant ainsi le renforcement des compétences des collègues-enseignant·es qui prennent en charge les clubs de l'éducation à la citoyenneté.

### 2.2 Résultats attendus



Cofinancé par  
l'Union Européenne



**SANTÉSUD**  
| GROUPE SOS |



Le formateur-ce assurera cette prestation afin d'atteindre les résultats suivants :

- 60 enseignants verront leurs compétences augmentées et seront responsabilisés dans la promotion de la culture de l'égalité femme-homme, de lutte contre le harcèlement, d'identification des cas de violences et d'orientation des victimes vers les professionnels de la prise en charge existants ;
- 60 enseignants seront outillés pour prévenir la violence, identifier précocement les cas de violence, référer les survivants et répondre aux interrogations des jeunes ;
- 60 enseignants seront capables de sensibiliser et de former en cascade leurs collègues enseignants sur les thématiques de la culture de l'égalité femme-homme et des violences liées au genre, afin que l'école soit un espace de promotion de l'égalité femme-homme.

### 3. Livrables attendus du formateur-ce

Le formateur-ce contribuera à la production des documents et rapports suivants (en français et en arabe) :

- Une note méthodologique de la formation
- Un plan de formation de 2 jours destiné aux enseignant.e.s des collèges/lycées ;
- Un module de formation destiné aux enseignant.e.s des collèges/lycées visant à identifier et déconstruire les stéréotypes de genre, à prévenir et identifier les violences liées au genre ainsi qu'à orienter les survivantes vers des professionnels de prise en charge existants ;
- Une fiche d'évaluation de la formation (pré et post-test) destinée aux enseignant.e.s des collèges/lycées. • Le formateur sera chargé d'élaborer un rapport détaillé sur les sessions de formation des trois régions.

Ces documents seront déposés en version papier et numérique auprès de LDDF-INJAD Santé Sud.

Le formateur-ce participera aux temps de travail et aux réunions prévues pour la formulation du module de formation. Le formateur participera également aux réunions du groupe de travail pluridisciplinaire. À la fin du processus, le formateur mettra en œuvre les séances de formation auprès des 60 enseignant.e.s.

### 4. Le profil attendu du formateur-ce

- Formation :
  - Diplôme universitaire de niveau Bac+4 minimum dans les sciences sociales ou équivalent ;
  - Une certification en formation de formateurs ou en pédagogie serait un atout.
- Expérience :



Cofinancé par  
l'Union Européenne



- Expérience professionnelle significative comme formateur.rice/animateur.rice ;
- Expertise technique approfondie dans les domaines de l'égalité de genre, de la lutte contre les violences basées sur le genre (VBG) et de la protection des droits sexuels et reproductifs (DSSR).
  - Minimum de 5 années d'expérience pratique dans le domaine de l'animation de formations ;
  - Excellentes compétences pédagogiques et capacité à transmettre des connaissances de manière claire et compréhensible ;
  - Capacité à développer et à structurer du contenu de formation pertinent et adapté au public cible ;
  - Bonne maîtrise des outils et des technologies utilisés dans le domaine de la formation ;
  - Expertise en renforcement des capacités et en formation de formateurs.rices.

➤ Compétences requises :

- Excellentes capacités de communication ;
- Capacités relationnelles : expression, négociation, diplomatie, rigueur, sens de l'empathie et aptitude à créer et mettre en réseau ;
- Capacité à travailler avec des apprenants de différents niveaux de compétence et de différentes cultures ;
- Capacité à créer un environnement d'apprentissage inclusif et motivant ;
- Capacités pédagogiques, de dialogue, d'écoute et de travail en équipe multiculturelle et pluridisciplinaire ;
- Capacité à s'adapter aux besoins spécifiques des apprenants et à ajuster les méthodologies d'enseignement en conséquence ;
- Résistance au stress et capacité à gérer les imprévus pendant la formation ;
- Capacité à évaluer l'efficacité de la formation en recueillant des commentaires des participants et en effectuant des ajustements si nécessaire.

Le.la candidat.e retenu.e devra adhérer aux valeurs du réseau LDDF-INJAD et démontrer un engagement pour l'égalité des genres et les droits des femmes.

## 5. Méthodologie, zone d'intervention et calendrier d'exécution

### 5.1 Méthodologie et zone d'intervention

Dans le cadre de la prestation, le.a formateur.ce sera amené à collaborer l'expert pédagogique la coordinatrice de projet du réseau LDDF-INJAD, la cheffe du projet 3Inaya au sien de santé sud

La.e formateur.ce sera invité à adopter une approche participative dans l'animation des sessions de formation, il est tenu à respecter la confidentialité des échanges.

Les sessions de formations seront organisées sur les régions de Rabat-Salé-Kenitra, Casablanca –Settat et Benimmellal –Kenifra.

### 5.2 Calendrier non-exhaustif de la prestation

La prestation se déroulera dans les trois régions cibles du projet : Rabat-Salé-Kénitra, Casablanca-Settat et Béni Mellal-Khénifra, comme suit :

- Deux jours d'animation dans la région de Rabat-Salé-Kénitra
- Deux jours d'animation dans la région de Casablanca-Settat
- Deux jours d'animation dans la région de Béni Mellal-Khénifra



Cofinancé par  
l'Union Européenne



**SANTÉSUD**  
| GROUPE SOS |



- Deux jours de préparation pour les trois sessions de formation
- Deux jours d'élaboration du rapport global des sessions de formation Soit un total de 10 jours.

Le nombre de jours de mission est indicatif et nous attendons du prestataire une proposition pertinente en réponse aux enjeux de la mission.

### 5.3 Droits de propriété intellectuelle

Les documents produits demeureront la propriété intellectuelle de LDDF-INJAD Santé Sud et ne pourront être diffusés par un autre prestataire que ces deux organisations.

### 5.4 Informations administratives

Le formateur/la formatrice sera autonome dans la mise en œuvre logistique de la mission.

Cela concerne notamment les frais de déplacement, d'hébergement et de repas. Toutes ces dépenses seront à la charge du/de la consultant.e, y compris dans ses honoraires.

## 6. Propositions technique et financière

### 6.1 Présentation de l'offre

#### **Offre technique :**

Les candidat·es sont prié·es d'introduire leur dossier comprenant les éléments suivants en langue française :

Lettre de motivation ;

CV détaillé présentant les références et expériences similaires ;

Note méthodologique sur l'exécution de la prestation montrant la méthodologie détaillée et intégrant une proposition détaillée pour l'animation des sessions de formation ;

Identité fiscale du soumissionnaire (copie du registre de la chambre de commerce ou du numéro d'identification fiscale).

**Offre financière** détaillée et libellée en euros et faisant apparaître à minima les rubriques suivantes (**maximum 1 page**) :

- Honoraires ;
- Autres dépenses.

Pour cette prestation, le/la formateur dispose d'un **budget maximum de 3525 euros (facture HT)**. L'offre doit être adressée à LDDF-INJAD et soumise à l'adresse email suivante : [lddf.injad.rabat.2020@gmail.com](mailto:lddf.injad.rabat.2020@gmail.com) et [sou\\_benma@yahoo.fr](mailto:sou_benma@yahoo.fr) au plus tard le 22/05/2023 à 23h59 (heure du Maroc).

Seuls les soumissionnaires présélectionnés seront contactés.

Toutes les candidatures incomplètes seront automatiquement écartées.

LDDF-INJAD se réserve le droit de clôturer l'appel d'offres avant terme si une offre est jugée satisfaisante.

N.B.: Les dossiers de candidature resteront la propriété de LDDF-INJAD.



Cofinancé par  
l'Union Européenne



**SANTÉSUD**  
| GROUPE SOS |



### 6.1 Principaux critères d'attribution de la prestation

Critères de sélection	Nombre de points
Expérience en renforcement des capacités et animation d'ateliers de formation.	20 pts
Capacité à respecter les contraintes de réalisation.	15 pts
Proposition financière	15 pts
Diplôme universitaire en lien avec les sciences sociales, diplôme universitaire de niveau minimum Bac+4.	10 pts
Expérience en conception d'outils et exercices adoptant l'approche participative et inclusive.	10 pts
Expérience en violences basées sur le genre et la promotion de l'égalité femmes- hommes conception d'outils éducatifs et exercices sur la prévention des VBG.	20 pts
Expérience antérieure avec un public enseignant (collèges / lycées)	10 pts